

## Crise économique en Bourgogne : trois décrochages successifs entre 2008 et 2012

*La Bourgogne a perdu 24 700 emplois entre le premier trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2012. La région se classe parmi les six régions françaises où l'emploi chute le plus. La crise se concentre d'abord sur les activités industrielles, puis gagne le commerce et la construction.*

*Trois périodes se sont succédé depuis 2008. Dans un premier temps, l'emploi salarié s'est effondré, surtout dans l'intérim. Dans un second temps, la Bourgogne vit au rythme d'un ralentissement des suppressions de postes alors que des signes de reprise sont perceptibles au plan national. Enfin, à partir du troisième trimestre 2011, l'emploi se contracte à nouveau.*

L'activité économique manifeste des premiers signes de dégradation en début d'année 2008. Les entreprises françaises sont confrontées à des difficultés majeures compromettant la poursuite de leur activité : crise financière mondiale la plus importante depuis 1929, avec un durcissement d'octroi de crédits des banques entraînant une défaillance de la demande.

### La Bourgogne, parmi les régions les plus touchées

Toutes les régions ne sont pas égales face à la récession. La Bourgogne, comme la Lorraine, la Picardie, la Franche-Comté, la Haute-Normandie et Champagne-Ardenne, figure parmi les régions qui en ont le plus souffert. Situées pour quatre d'entre elles dans le Nord-Est de la France, ces six régions qui com-

binent une vocation industrielle marquée et une démographie peu dynamique, ont perdu le plus d'emplois avec la crise. Mais la Bourgogne en perdait déjà avant. Ainsi, l'emploi salarié marchand diminuait de 2 % entre 2002 et 2006, alors qu'il augmentait légèrement en France métropolitaine (+ 1 %).

Entre le premier trimestre 2008 et la fin 2012, 24 700 emplois sont détruits, un effondrement plus brutal dans la région qu'à l'échelle nationale (- 6,6 % contre - 2,9 %). Plus de la moitié de ces suppressions, 13 800, relèvent de l'industrie. Ce secteur, plus exposé à la concurrence internationale, subit de plein fouet la contraction de la demande, tant intérieure qu'extérieure : la destruction d'emplois est importante dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, la fabrication de machines (- 18 %) et de matériels de transport (- 15 %), alors que l'agro-alimentaire et l'énergie résistent mieux. Le travail temporaire, auquel a notamment recours l'industrie, et réputé précurseur des évolutions du marché de l'emploi, subit une contraction de 6 000 emplois intérimaires.

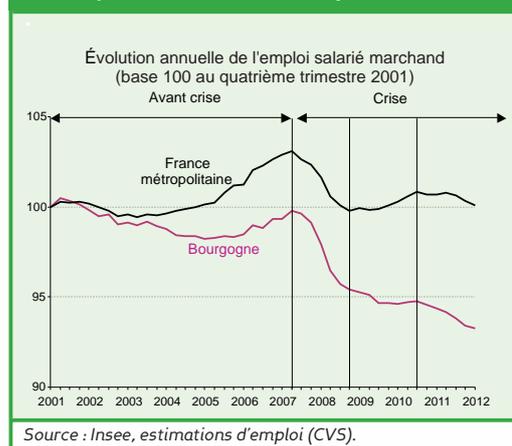
La construction perd également des emplois, 3 600 sur la période. Les commandes se raréfient dans le privé puis, dans le public, une fois terminés les travaux mis en oeuvre dans le cadre des investissements liés au plan de relance de l'économie.

Le secteur du commerce n'est pas non plus épargné avec 3 100 emplois détruits, en particulier dans le commerce de gros, plus sensible à la conjoncture.

Seuls les services marchands hors intérim, moins exposés à la concurrence et à la demande externe, créent des emplois : 1 700 emplois sur toute la période.

La contraction de l'emploi salarié se traduit par une forte poussée du chômage depuis le début

### Une crise plus marquée en Bourgogne qu'en France métropolitaine



N°188 - Mai 2013

2008. Le taux de chômage bourguignon demeure inférieur mais évolue parallèlement au taux national sauf en période de crise où le différentiel s'amenuise. Il atteint 9,7 % de la population active au quatrième trimestre 2012 contre 6,3 % début 2008.

La crise se déroule en trois actes. Après une phase aiguë, dont la première victime est le secteur industriel, succède une période de répit où l'emploi baisse encore mais plus légèrement. À compter du troisième trimestre 2011, la crise qui s'installe a des répercussions sur l'emploi.

### Acte 1 : la Bourgogne décroche au travers de son industrie (1<sup>er</sup> trimestre 2008 - 3<sup>e</sup> trimestre 2009)

La récession intervient avec retard en Bourgogne. Une fois installée, ses effets sont plus prononcés dans la région qu'en moyenne nationale, notamment sur l'emploi qui se contracte de 4,4 % contre 3,2 % dans l'Hexagone, entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009. Ainsi, 16 600 emplois sont supprimés, soit 2 800 par trimestre, une réduction plus forte qu'en moyenne nationale qui s'explique par la structure du tissu productif régional, plus industriel et fort employeur d'intérimaires. Or les emplois intérimaires, toujours très sensibles aux fluctuations conjoncturelles, sont les premiers visés.

La crise se concentre largement sur les activités industrielles. La baisse d'activité contraint à la suppression de 6 000 emplois. Trois secteurs, très présents en Bourgogne sont particulièrement touchés. L'emploi baisse de 8,1 % dans les matériels de transports malgré la mise en place d'une prime à la casse qui dynamise

les ventes d'automobiles. Il diminue de 7,5 % dans la fabrication d'équipements électriques et de 6,8 % pour les autres produits industriels. Seule l'industrie agro-alimentaire affiche de solides capacités de résistance du fait du maintien de la demande ; elle recrute encore (+ 0,4 %). Le commerce, très sensible à la conjoncture avec le commerce de gros, accuse également des pertes d'emploi (- 2,9 %).

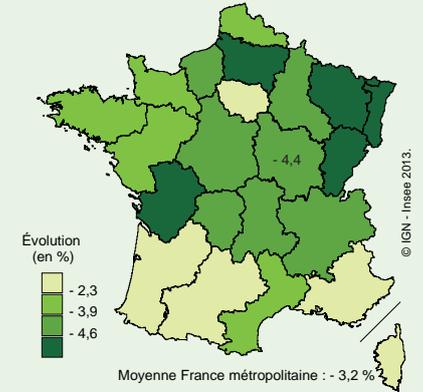
La construction est plus légèrement touchée en Bourgogne : l'emploi recule de 0,6 %, contre une baisse de 1,9 % au niveau national. Le plan de relance de l'économie vient soutenir l'emploi dans ce secteur par le biais du renforcement des programmes de rénovation urbaine, la construction de logements sociaux, le doublement du prêt à taux zéro et l'accélération des grands programmes d'équipement. Ainsi, la Ligne à Grande Vitesse Rhin-Rhône, qui traverse en partie la région, aurait permis la création de plusieurs centaines d'emplois directs par an pendant les cinq années de chantier.

Le secteur des services hors intérim bénéficie d'une activité qui permet encore d'embaucher : l'emploi progresse modérément dans la région, de 0,2 % alors qu'il diminue en moyenne en France (- 0,4 %). Le recul de l'emploi se traduit par une dégradation du marché du travail à partir de l'été 2008. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 34 %, soit 15 000 nouveaux inscrits et retrouve son niveau du troisième trimestre 2005.

Les jeunes, notamment les jeunes hommes, plus fréquemment en emploi temporaire lorsqu'ils travaillent, sont les premiers à perdre leur emploi. Ils se trouvent, du fait de la récession, en concurrence directe avec des demandeurs d'emplois plus expérimentés pour un nombre de postes à pourvoir qui se réduit. La crise a détruit des emplois ou en a ralenti la création nette dans les secteurs fortement masculins de l'industrie, de la construction ainsi que l'intérim. De fait, la demande d'emploi augmente de 53 % chez les hommes contre 18 % pour les femmes, davantage présentes dans les services, qui échappent en Bourgogne aux destructions d'emploi. L'impact de la crise est inégal selon les départements. La Côte-d'Or et la Saône-et-Loire résistent le mieux : la construction demeure créatrice d'emplois, surtout en Saône-et-Loire (+ 2,2 %). À cela s'ajoute, en Côte-d'Or, le bon positionnement des services marchands hors intérim. Dans l'Yonne, la crise se propage dans tous les secteurs de l'économie, exception faite des services. La Nièvre est très touchée : l'emploi industriel recule de 11 %, l'emploi intérimaire de 50 %.

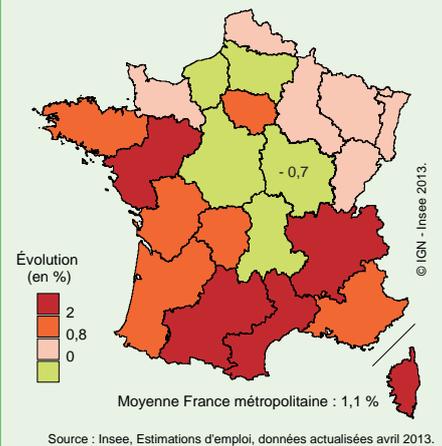
### 2008 - 2009 : les régions industrielles sont les plus exposées

Évolution de l'emploi salarié marchand entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2009



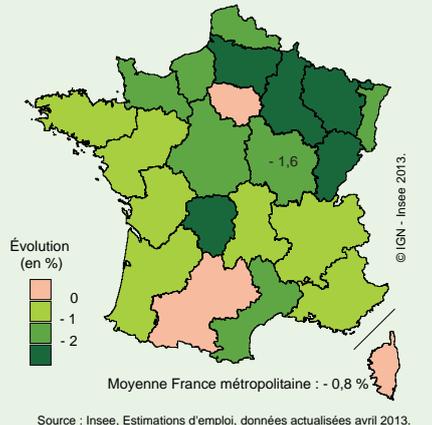
### 2009 - 2011 : pas de reprise en Bourgogne

Évolution de l'emploi salarié marchand entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2011



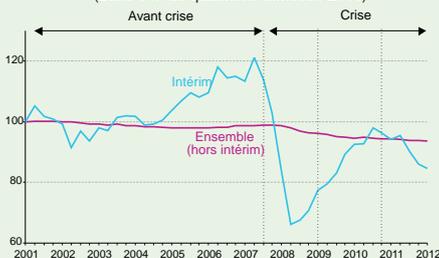
### 2011 - 2012 : nouveau décrochage de la Bourgogne

Évolution de l'emploi salarié marchand entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2012

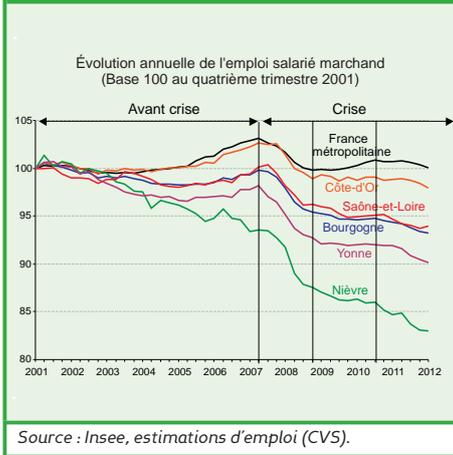


### L'intérim, premier facteur d'ajustement de l'activité

Évolution annuelle de l'intérim et de l'emploi salarié marchand hors intérim en Bourgogne (Base 100 au quatrième trimestre 2001)



## L'emploi salarié résiste mieux en Côte-d'Or



## Acte 2 : la reprise tarde

(3<sup>e</sup> trimestre 2009 - 2<sup>e</sup> trimestre 2011)

La reprise tarde en Bourgogne, alors qu'un regain d'activité est déjà perceptible dans de nombreuses régions fin 2009.

Pendant trois trimestres consécutifs, le nombre d'emplois continue de baisser (- 2 700). Il faut attendre la mi-2010 pour que l'activité soit plus soutenue. Toutefois, les effets sur l'emploi restent modestes : 300 créations nettes entre septembre 2010 et juillet 2011.

Au cours de cette seconde période, comptant sept trimestres, la Bourgogne est, avec la Haute-Normandie, la région française où la sortie de crise est la moins nette. Celle-ci repose essentiellement sur un recours accru à l'intérim (+ 4 500 emplois) alors que les suppressions d'emplois pérennes se poursuivent (- 6 900).

L'industrie se révèle le secteur le plus fragilisé : l'emploi recule de 5,6 %, plus nettement qu'au plan national (- 3,4 %). La crise atteint désormais la construction (- 5 % contre - 1,9 % en moyenne nationale). Le niveau d'activité de ce secteur dépend de la solvabilité des futurs acquéreurs de logements, mise à mal par l'augmentation du chômage et le resserrement des conditions de crédits. La construction de logements neufs est en repli : les mises en chantier diminuent de 23 % entre 2009 et 2010.

Dans le commerce, les emplois diminuent encore, mais de façon plus ténue (- 0,3 %). Seul, le secteur des services hors intérim enregistre encore une légère croissance (+ 0,9 %).

L'absence de véritable reprise en Bourgogne pèse sur le chômage : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 4,9 %. Le chômage touche en premier lieu les seniors dont le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 29 % sur sept trimestres. Les entrées dans les dispositifs de retrait d'activité comme les départs anticipés à la retraite pour carrière longue ont fortement reculé. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de 8 %. Les jeunes bénéficient du recours accru des entreprises à l'intérim où ils sont très présents.

La reprise est visible en Côte-d'Or seulement. L'emploi industriel résiste mieux avec la bonne tenue de l'industrie pharmaceutique. Les trois autres départements ne montrent aucun signe d'amélioration : les suppressions d'emplois se poursuivent dans l'industrie, en particulier dans la Nièvre (- 8 %) et apparaissent dans la construction, surtout dans l'Yonne (- 6,3 %).

## Acte 3 : nouveau décrochage

(2<sup>e</sup> trimestre 2011 - 4<sup>e</sup> trimestre 2012)

Le ralentissement de l'activité économique pèse à nouveau sur l'emploi à compter du troisième trimestre 2011. Le décrochage est plus net en Bourgogne qu'en France métropolitaine, et ce quel que soit le secteur d'activité.

L'intérim perd à nouveau des postes et les emplois permanents sont désormais davantage sacrifiés.

La crise industrielle est désormais moins marquée (- 1,9 %) que sur la première période, mais elle est cependant plus importante en Bourgogne qu'en France (- 1,1 %).

L'écart se creuse dans la construction : les emplois diminuent trois fois plus qu'en moyenne nationale. La baisse d'activité dans le commerce est comparable au niveau national mais les services hors intérim maintiennent une croissance bien plus faible en Bourgogne. Dans ce secteur, les transports sont très durement touchés et les activités immobilières se rétractent fortement. Les services marchands destinés aux ménages, moins sensibles à la conjoncture, créent des emplois.

Ce nouveau décrochage se traduit par une progression de 16 % du nombre de demandeurs d'emploi. Les seniors sont une nouvelle fois davantage touchés : les inscriptions des 50 ans et plus augmentent de 26 %. Le dispositif de dispense de recherche d'emploi permettait aux seniors d'attendre l'âge de la retraite tout en percevant des indemnités chômage. Sa suppression au 1<sup>er</sup> janvier 2012 contribue pour partie à cette hausse des inscriptions.

## La crise touche d'abord l'industrie et l'intérim, puis gagne la construction

	Acte 1 1 <sup>er</sup> trimestre 2008- 3 <sup>e</sup> trimestre 2009			Acte 2 3 <sup>e</sup> trimestre 2009- 2 <sup>e</sup> trimestre 2011			Acte 3 2 <sup>e</sup> trimestre 2011- 4 <sup>e</sup> trimestre 2012		
	France		Bourgogne	France		Bourgogne	France		Bourgogne
	Évolution (%)	Évolution (%)	Évolution trimestrielle (effectifs)	Évolution (%)	Évolution (%)	Évolution trimestrielle (effectifs)	Évolution (%)	Évolution (%)	Évolution trimestrielle (effectifs)
Industrie	- 5,5	- 5,4	- 1 000	- 3,4	- 5,6	- 840	- 1,1	- 1,9	- 310
Construction	- 1,9	- 0,6	- 40	- 1,9	- 5,0	- 270	- 1,4	- 4,2	- 250
Commerce	- 1,8	- 2,9	- 380	+ 1,0	- 0,3	- 30	- 0,6	- 0,7	- 90
Services marchands hors intérim	- 0,4	+ 0,2	+ 40	+ 2,0	+ 0,9	+ 160	+ 0,7	+ 0,3	+ 60
Intérim	- 30,6	- 41,6	- 1 390	+ 28,5	+ 38,2	+ 640	- 15,5	- 13,5	- 360
<b>Ensemble</b>	<b>- 3,2</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 2 770</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 340</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 960</b>

Note de lecture : entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, 1 000 emplois industriels ont été détruits chaque trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS).

L'emploi recule dans tous les départements bourguignons, mais ces derniers réagissent encore de façon inégale à ce nouveau choc.

La Côte-d'Or reste le département qui s'en sort le mieux. Les services résistent bien (+1,6 %) et les compressions d'effectifs dans la construction sont plus faibles que dans les trois autres départements (-1,6 %). Le chantier du tramway, à Dijon, a sans doute dynamisé le secteur. Cependant, le recul de l'industrie est plus fort que dans les autres départements bourguignons.

La Saône-et-Loire perd 1,2 % de son emploi salarié sur la période grâce à la bonne tenue du

commerce, créateur d'emplois : + 0,7 %. L'attractivité de ce département, qui gagne des habitants, a sans doute participé au développement de ce secteur. Dans l'Yonne, l'emploi diminue partout, en particulier dans la construction, où les destructions de postes sont particulièrement importantes (- 7,8 %).

La Nièvre demeure le département le plus touché. Les évolutions d'emplois industriels sont moins défavorables qu'au cours des précédentes périodes, mais les autres secteurs, la construction en particulier (- 12 %), souffrent plus qu'ailleurs.

■ David Brion, Marie Léger.

#### La crise n'a pas le même impact sur les seize zones d'emploi bourguignonnes

Les zones sièges des plus grandes agglomérations, **Dijon, Beaune, Chalon-sur-Saône et Mâcon** s'en sortent le mieux : l'emploi baisse globalement moins qu'ailleurs et le chômage y est plus contenu. Au quatrième trimestre 2012, il est situé dans une fourchette comprise entre 7,7 % pour la zone de Mâcon et 9,7 % pour celle de Chalon-sur-Saône, un taux identique à la moyenne régionale. Leur économie, tournée vers le secteur tertiaire, résiste mieux à la crise. Ces zones gagnent des habitants et disposent aussi d'une main-d'œuvre plus qualifiée, mieux armée face aux mutations économiques.

Les zones de **Louhans, Montbard et Avallon** résistent aussi à la crise. Le chômage est faible 7,9 à 9 % et l'emploi total a peu diminué (- 1 % par an entre 2007 et 2010). La zone d'Avallon bénéficie de son orientation tertiaire et l'industrie est positionnée sur des créneaux épargnés pour les deux autres zones : agro-alimentaire pour Louhans et activités en lien avec l'industrie nucléaire pour Montbard.

À l'inverse, le nombre d'emplois a beaucoup baissé dans les zones d'emploi **d'Autun, Auxerre, Morvan et Nevers** et les taux de chômage dépassent 10 % sur les zones d'Auxerre et Nevers. Le secteur tertiaire, qui comprend ici l'intérim résiste avec peine et l'industrie enregistre des pertes importantes (- 5 à - 7 % par an).

Les zones du **Creusot-Montceau** et de **Sens** perdent beaucoup d'emplois (respectivement - 3,3 et - 2,3 % par an). Le secteur tertiaire, qui comprend l'intérim, affiche les plus forts reculs de la région (- 3,5 et - 1,9 % par an) alors que l'industrie, bien implantée, est moins touchée. Ces deux territoires affichent les taux de chômage les plus élevés de la région, 12,8 % dans la zone du Creusot-Montceau en raison d'une situation économique restée difficile, 11,9 % dans celle de Sens sous l'effet du recul de l'emploi auquel s'ajoute l'augmentation de la population pour des raisons migratoires.

Les zones du **Charolais, Cosne-Clamecy et Châtillon** sont fortement touchées. L'emploi recule, surtout dans l'industrie, avec des pertes de 6 à 9 % par an. Ces territoires perdent des habitants ; ils ne bénéficient donc pas du moteur démographique propre à dynamiser les services. Ils sont aussi plus vulnérables car très spécialisés : industrie automobile et métallurgie pour le Charolais, métallurgie pour la zone de Châtillon. La reconversion économique est pénalisée par la faible qualification des actifs.

#### Le PIB bourguignon

Le PIB bourguignon s'élevé à 37,6 milliards d'euros en 2011, soit 3,1 % du PIB de l'ensemble des régions de province.

Le PIB par emploi demeure toujours inférieur à la moyenne provinciale : 64 400€ contre 66 700€. Cet indicateur classe la région 16<sup>e</sup>, un rang qui peut s'expliquer par la présence d'activités moins qualifiées et moins créatrices de valeurs ajoutées.

Le PIB par habitant est estimé à 25 400€ en 2011, un chiffre qui place la Bourgogne au 12<sup>e</sup> rang des régions de province.

Après avoir davantage diminué que celui de la province entre 2008 et 2009 (- 3,4 % contre - 2,4 %), le PIB bourguignon recule encore de 2,6 % entre 2009 et 2010 alors que celui de la province reste stable. Entre 2010 et 2011, il augmente mais un peu moins qu'au plan national hors Île-de-France (+ 1,5 % en Bourgogne contre + 1,7 % pour la province).

### POUR EN SAVOIR PLUS

- **Les comptes de la Nation en 2012 - le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule**, Insee première n° 1447 - Mai 2013.
- **Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre**, Note de Conjoncture Nationale - Mars 2013.
- **Fin d'année délicate pour la Bourgogne**, Insee Bourgogne Conjoncture N° 1 - Avril 2013.
- **Bilan de l'année 2012 : l'économie bourguignonne en difficulté**, Insee Bourgogne Dimensions N° 59 - Février 2013.
- **2008-2009 : sept trimestres de crise en Bourgogne**, Insee Bourgogne Dimensions N° 159 - Mai 2010.

Insee - Bourgogne  
2, rue Hoche - BP 83509  
21035 Dijon Cedex  
Tél : 03 80 40 67 67  
Fax : 03 80 40 68 00  
Service Insee Contact :  
09 72 72 40 00  
Appels à tarification locale

Directeur de la publication :  
Moïse Mayo

Chef du Service Études et Diffusion :  
Marie-Laure Monteil

Responsable des études :  
Christine Charton

Rédactrice en chef :  
Chantal Prenel

Cartographie :  
Christophe Clémence

Maquette PAO :  
Thierry Poisse

Dépôt légal  
à parution  
ISSN 1246-483 X  
© Insee 2013